



**COMMISSION EUROPÉENNE**

DG Concurrence

Directeur général adjoint

## **Conférence Euro CPR 2000 - Venise**

**27 mars 2000**

---

**La politique européenne de concurrence et la société de l'information :**

**Bilan et perspectives après le Sommet de Lisbonne\***

**Jean-François Pons - Directeur Général Adjoint**

---

\* Cette présentation, à laquelle M. Pavret de la Rochefordière a largement contribué, a été faite à titre personnel et ne saurait donc engager la Commission européenne.

Mesdames, Messieurs,

La 15ème Conférence sur les communications en Europe, organisée par l'ENCIP, que je remercie de son aimable invitation, se tient à un moment particulièrement intéressant dans l'évolution de ce secteur en Europe :

- un peu plus de 2 ans après le 1er janvier 1998, date-clé du processus de libéralisation des télécommunications, c'est le moment de faire tous ensemble (institutions européennes et nationales, acteurs politiques, économiques et sociaux, experts), le bilan de cette grande réforme et d'en adapter le cadre ; ce processus a été initié par la Commission à travers sa Revue de 1999 ;
- nous assistons ces derniers mois à une accélération de la révolution technologique de la société de l'information, marquée par le phénomène de la convergence et la croissance rapide de l'usage d'Internet, et qui se double d'une restructuration économique sans précédent (notamment à travers des concentrations gigantesques) ;
- enfin, samedi dernier à Lisbonne, le Conseil européen a fixé des objectifs ambitieux de croissance économique pour l'Union européenne, fondés très largement sur le développement d'une "économie de la connaissance".

Les deux extraits suivants du communiqué du Sommet sont particulièrement intéressants pour cette conférence :

"L'Union s'est aujourd'hui fixé un nouvel objectif stratégique pour la décennie à venir : devenir l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde, capable d'une croissance économique durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale".

"Le Conseil européen invite en particulier :

- le Conseil et le Parlement européen à achever dès que possible dans le courant de l'année 2001 les travaux relatifs aux propositions législatives que la Commission a annoncées à la suite de la révision du cadre réglementaire des télécommunications en 1999 ; les Etats membres et, le cas échéant, la Communauté à faire en sorte que les besoins en fréquences pour les futurs systèmes de communications mobiles soient satisfaits en temps voulu et de manière efficace. D'ici à la fin de 2001, les marchés des télécommunications doivent être pleinement intégrés et libéralisés ;
- les Etats membres à œuvrer avec la Commission en vue d'introduire une concurrence accrue au niveau de l'accès local au réseau avant la fin de l'an 2000 et de dégroupier les boucles locales de manière à permettre une réduction substantielle des coûts de l'utilisation de l'Internet ..... "

Dans ce contexte particulièrement stimulant pour les experts du secteur de la société de l'information rassemblés ici dans ce cadre de Venise par contraste immuable mais aussi propice à la réflexion (et à l'élévation de pensée !), cette conférence est pour moi l'occasion :

- d'abord, **de rappeler les grandes lignes de la libéralisation des télécommunications et d'en dresser un bilan** deux ans après la date-clé du 1er janvier 1998 ;
- ensuite **d'expliquer comment nous appliquons les règles de concurrence au secteur de la société de l'information**, notamment en matière de fusions et d'entreprises communes ;;
- enfin, **d'identifier les tâches à poursuivre et les nouveaux efforts à entreprendre** pour continuer à stimuler le dynamisme de ce secteur.

\* \*

A titre liminaire, il convient de rappeler que la Commission européenne intervient dans le domaine de la société de l'information à deux titres :

- dans le **domaine législatif et réglementaire**, elle propose des directives quand il apparaît nécessaire de légiférer, comme par exemple dans les télécommunications ou le développement du commerce électronique, et, une fois ces directives adoptées, elle en surveille l'application ; elle peut aussi adopter des textes moins contraignants (communication, recommandation) pour aider à l'application des directives (c'est notamment la tâche de mes collègues de la Direction Générale de la Société de l'Information) ;
- en tant **qu'autorité de concurrence**, elle est chargée d'appliquer les règles de concurrence prévues par le Traité, et qui ne sont pas spécifiques à tel ou tel secteur. Cette intervention à ce deuxième titre peut également prendre une orientation réglementaire lorsque l'on est en présence d'activités dans lesquelles des entreprises bénéficient de droits spéciaux, à l'instar des anciens monopoles de télécommunications (directives de l'article 86, ex-90).

Aujourd'hui, je souhaite me concentrer sur la politique européenne de concurrence dans la société de l'information. Mais ce faisant, je ne puis faire abstraction du cadre législatif et réglementaire qui a joué un rôle majeur dans ce secteur, en particulier dans l'ouverture des télécommunications à la concurrence en Europe.

\* \*

\*

## 1. TÉLÉCOMMUNICATIONS : LA DYNAMIQUE DE LA LIBÉRALISATION EN EUROPE.

Les télécommunications sont au cœur de la société de l'information. L'ouverture des télécommunications à la concurrence est un grand projet de l'Union européenne depuis les années 1990, porteur d'une dynamique forte dont nous voyons les effets aujourd'hui.

### (1) Le projet initial et sa mise en œuvre progressive.

La Commission avait fait à la fin des années 80 et au début des années 90 le constat des opportunités technologiques existantes, du gisement de croissance existant dans le domaine des nouvelles technologies de l'information mais aussi des limitations qui entravaient l'achèvement du marché unique. L'expérience américaine de libéralisation, commencée en 1982 par la décision du juge Greene de démanteler AT&T, ainsi que les expériences menées au Royaume-Uni, en Suède et en Finlande donnaient également des éléments d'appréciation qui ont joué un rôle important. Au début des années 1990, les institutions européennes (Conseil, Parlement, Commission) ont pris conscience de l'**enjeu** que représentait le développement des nouveaux moyens de communications multimédia, ainsi que du retard pris par l'Europe vis-à-vis des États-Unis dans ce domaine. Ainsi, le Livre Blanc sur la croissance, la compétitivité et l'emploi présenté par la Commission Delors en 1993 leur consacre une large part, et l'on peut y lire *“L'ouverture d'un monde multimédia (son-texte-image) constitue une mutation comparable à la première révolution industrielle (...) c'est un enjeu crucial pour la survie ou le déclin de l'Europe”*. Les responsables européens ont également pris conscience à cette époque que l'ouverture des télécommunications à la concurrence était un moyen indispensable pour stimuler le développement de ces outils et réseaux, dont le Livre Blanc attend création de nouveaux services, meilleure compétitivité de l'économie européenne, croissance et création d'emplois.

La **mise en œuvre** de ce grand projet s'est effectuée progressivement. Cette ouverture des télécommunications à la concurrence, pour laquelle la Commission joue un rôle essentiel de stimulation et de surveillance, s'appuie sur un cadre législatif construit lui aussi progressivement depuis le début des années 1990, mais également sur l'application des règles de concurrence à ce secteur.

En effet, un marché a besoin de règles de jeu précises, *a fortiori* lorsque la situation de départ est celle d'un marché monopolistique. La Commission a sur la base de ces constats proposé les directives qui étaient nécessaires pour supprimer les barrières à l'achèvement du marché unique que constituaient les monopoles nationaux. Elle a ainsi adopté une série de directives à partir de 1988 sur la base de l'article 86 (ancien article 90) du Traité (Directives de la Commission au titre des règles de concurrence) demandant aux Etats membres de supprimer les droits exclusifs et certains droits spéciaux qu'ils avaient accordés à leurs entreprises publiques de télécommunication. Des directives étaient également nécessaires pour harmoniser les législations des Etats membres afin d'éviter l'érection de nouvelles barrières entre Etats membres. Ce volet réglementaire dans le secteur a culminé avec la directive sur la libéralisation de la téléphonie vocale entrée en vigueur le 1er janvier 1998.

Ces directives ont été transposées et mises en œuvre par tous les Etats membres, à quelques exceptions près, sous une surveillance particulièrement attentive de la Commission. Celle-ci n'a pas hésité à ouvrir une centaine de procédures d'infraction, la plupart terminées de façon satisfaisante. (Je me dois de mentionner ici la forte vigilance que nous avons exercée à l'égard des autorités italiennes pour accélérer la libéralisation dans ce pays). Des autorités indépendantes chargées de la régulation de ce secteur ont été créées, qui le plus souvent jouent bien leur rôle.

La Commission a souhaité laisser les **autorités régulatrices**, ainsi que le cas échéant, les autorités nationales de concurrence jouer un rôle majeur pour les litiges d'ordre national. Dans cet esprit, elle a publié en août 1998 une communication relative à l'application des règles de concurrence aux accords d'accès dans le secteur des télécommunications. Cette communication explique aux autorités régulatrices et aux autorités nationales de concurrence les marchés en cause dans le cadre des accords d'accès, en insistant sur la distinction entre l'accès et la fourniture des services ; elle rappelle les règles fondamentales, dont l'article 82 (ancien article 86) du Traité CE est la disposition la plus importante.

La Commission se concentre en revanche sur les problèmes qui dépassent le cadre national (en plus de son rôle de surveillance sur la mise en œuvre des directives). Jusqu'à présent, cette division des tâches semble fonctionner convenablement dans l'ensemble.

## **(2) Un bilan positif, mais un approfondissement nécessaire**

L'ouverture du secteur des télécommunications à la concurrence apparaît aujourd'hui comme **une grande réussite** :

- la transposition des directives en droit national est pour l'essentiel achevée et l'ouverture à la concurrence de la téléphonie vocale a déjà eu des effets significatifs sur la structure du marché, notamment le trafic international dont les prix ont chuté et sur lequel les nouveaux entrants ont pris des parts de marché très substantielles, ainsi que sur la croissance exceptionnellement rapide du téléphone mobile ;
- ainsi que l'indique le 5ème Rapport de la Commission sur la mise en œuvre de cadre réglementaire des télécommunications de novembre 1999, les marchés nationaux de télécommunications ont une valeur totale de l'ordre de 180 milliards d'euros et croissent à un rythme de 7% par an, en valeur ;
- les prix des communications internationales ont baissé d'environ 40% de 1997 à 1999;
- il y a aujourd'hui 180 opérateurs dans l'Union offrant à la fois des services de transmissions nationales et internationales.

Certains progrès ont été plus lents à être constatés. Par exemple, dans la **téléphonie mobile**, la Commission a examiné le niveau des taxes de répartition et celui des appels fixe-mobile et mobile-fixe, qui étaient trop élevés. Son action et celle des autorités régulatrices ont permis une baisse de ces tarifs dans la plupart des pays.

Enfin, au fur et à mesure que ces progrès sont constatés et qu'ils deviennent visibles pour les entreprises et les consommateurs, **des lacunes apparaissent** aussi, un peu comme des rochers qui deviennent visibles lorsque la marée baisse, en particulier :

- les tarifs des lignes louées, ainsi que ceux des accords d'itinérance mobile (dit "roaming") demeurent trop élevés. C'est pourquoi la Commission, utilisant ses pouvoirs d'enquête au titre des règles de concurrence, a lancé deux enquêtes sectorielles en septembre 1999 et en février 2000 sur ces deux sujets visant à vérifier l'absence de tout abus de position dominante dans ce domaine;
- la Commission a enregistré plusieurs plaintes contre l'absence d'un rééquilibrage tarifaire suffisant, risquant de fausser l'introduction de la concurrence.

A ces problèmes non résolus par la mise en oeuvre de la libéralisation, s'ajoutent de nouvelles lacunes pas encore traitées au niveau réglementaire. C'est le cas du développement rapide du réseau **Internet**, que les gouvernements souhaitent encourager et qui pose des problèmes nouveaux aux régulateurs, afin de ne pas favoriser les opérateurs dominants. Dans ce domaine, la Commission a aussi suivi de près les évolutions récentes concernant les noms de domaine. L'attribution de ces noms a été ouverte à la concurrence en 1998 suite à la décision du Ministère américain du commerce de fonder l'ICANN (Internet Corporation for Assigning Numbers and Names) et de transférer vers cet institut les compétences de la firme Network Solutions, auparavant détentrice du monopole de cette activité. Le résultat est que ces accords garantissent aux firmes et particuliers européens des règles du jeu équitables. La Commission continue à surveiller l'application correcte des accords afin de s'assurer que les conditions agréées sont respectées sur le marché. Certains événements récents, comme par exemple l'annonce de l'acquisition de Network System par la société VeriSign, qui est un acteur très important dans le domaine de l'authentification des signatures électroniques, suscitent des questions qui doivent être examinées attentivement.

## **2. L'APPLICATION VIGILANTE DES REGLES DE CONCURRENCE AU SECTEUR DE LA SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION**

### **(1) Les objectifs et les priorités**

Les télécommunications ne sont qu'une composante - même si elle est essentielle - du secteur de la société de l'information. Celle-ci regroupe aussi les opérateurs de satellites, les fournisseurs de logiciels, les fournisseurs de contenus comme les producteurs de télévision, les fournisseurs d'accès à Internet et les prestations de service sur Internet et cette liste n'est pas exhaustive, que ceux d'entre-vous qui ne s'y reconnaissent pas me pardonnent. Il existe aujourd'hui un consensus pour considérer que les frontières entre ces différentes activités sont fluctuantes et susceptibles d'être substantiellement remises en cause par les évolutions technologiques. Cette convergence technologique entre les trois maillons de la chaîne de la société de l'information que sont les télécommunications, l'informatique et l'audiovisuel, est certainement une bonne nouvelle pour les consommateurs qui voient les offres dont ils bénéficient s'améliorer en qualité et se diversifier à de nouveaux services, mais complique singulièrement la tâche des régulateurs aussi bien que des autorités de concurrence.

Ce secteur est un secteur hautement prioritaire pour la Commission, compte tenu de son potentiel de croissance économique. La Commission doit s'efforcer de :

- préserver les intérêts des consommateurs, et notamment toute forme de collusion entre les acteurs au détriment de ceux-ci ;
- maintenir ouvert l'accès aux marchés et, à travers celui-ci, le potentiel d'innovation et de création de nouveaux produits et de nouveaux services ;
- maintenir une neutralité technologique, ce qui n'exclut pas des interventions normatives pour faciliter la diffusion d'une nouvelle technologie, comme le montre le cas du GSM ;
- éviter que fusions ou alliances n'aboutissent à des positions dominantes et éviter les abus de la part des entreprises dominantes.

## (2) Plusieurs décisions importantes sur les fusions et entreprises communes

La Commission a notamment eu à se prononcer sur plusieurs cas pour lesquels les risques de fermeture du marché étaient trop prononcés pour pouvoir autoriser l'opération. Je prendrai quelques exemples depuis début 1998<sup>1</sup>.

Ainsi, le 27 mai 1998, la Commission a décidé d'interdire les projets de concentration **Bertelsmann/Kirch/Premiere** et **Deutsche Telekom/BetaResearch**, car ils soulevaient deux difficultés majeures :

- L'un des objectifs de ces projets de concentration était de faire de Premiere, en lui intégrant les activités actuelles de Kirch, une plateforme de programmation et de commercialisation de télévision numérique à péage, basée sur l'utilisation de la technologie d-box mise à la disposition de Premiere par Kirch. Or, la Commission a constaté que Bertelsmann et Kirch étaient, au moment de ce projet de concentration, les deux principaux fournisseurs de programmes dits « premium », tels que les grands événements sportifs ou les films cinématographiques, en Allemagne. Par conséquent, le regroupement de ces deux fournisseurs aurait rendu difficile voir impossible pour d'autres fournisseurs de contenu d'entrer en concurrence avec Bertelsmann/Kirch.
- En outre, cette opération donnait à Deutsche Telekom l'accès à la technologie de décodeur de Kirch pour alimenter ses réseaux câblés, faisant de celle-ci la seule disponible sur le marché allemand, pour le satellite comme pour le câble ; Deutsche Telekom, opérateur dominant du câble, aurait alors été en mesure de bloquer l'émergence sur le câble de tout concurrent au bouquet numérique diffusé par satellite par Premiere.

La cas **BiB** offre un autre exemple, traité par la Commission, de solution de rapprochement entre deux entreprises susceptible de conduire à une restriction de concurrence. Il s'agissait, dans cette affaire, de la création d'une entreprise conjointe fournissant au Royaume Uni des services de télévision interactive, avec la participation à la fois de l'opérateur dominant de télévision à péage BskyB et l'opérateur dominant dans le secteur des télécommunications, BT. Le souci de la Commission était de s'assurer que la maîtrise par BskyB de services techniques liés aux décodeurs et de services liés au contenu, en particulier les droits de diffusion de films et d'événements sportifs, ne pût être utilisée pour restreindre la concurrence sur le marché des services interactifs au profit de l'entreprise conjointe. Des conditions d'accès et de transparence ont donc été imposées aux parties. En outre, il fallait s'assurer que le développement des infrastructures de haut débit au Royaume Uni ne serait pas entravé du fait de la participation de BT à l'opération. Ainsi, il a été demandé à BT de se séparer de ses intérêts dans le réseau câblé, et il a été décidé continuer à suivre attentivement le développement du marché des télécommunications à haut débit au Royaume Uni.

---

<sup>1</sup> Avant cette date, les décisions Global One et Unisource ont été importantes, parce qu'elles ont autorisé des alliances entre opérateurs historiques en Europe, mais à la condition d'une accélération de l'ouverture des marchés nationaux.



Le rôle qu'elle exerce sur le contrôle des grandes opérations de concentration au niveau européen ou mondial permet ainsi à la Commission d'exercer une surveillance *ex ante* et de poser des conditions. La Commission a pris plusieurs décisions à l'égard d'alliances structurelles ou de concentrations internationales notamment **MCI-WorldCom** en 1998, **BT/AT&T** et **Telia-Telenor** en 1999. Ces décisions ont été finalement positives, parce que ces alliances internationales, même lorsqu'elles associent des entreprises très importantes par la taille (comme BT et AT&T) présentent des bénéfices, par exemple elles permettent de développer la concurrence sur les marchés internationaux et sur les marchés nationaux qui ne sont pas ceux des opérateurs en cause. En revanche, la Commission ne les a acceptées qu'au prix de conditions précises permettant d'éviter le renforcement des membres de ces alliances sur leurs propres marchés nationaux. Une approche similaire a été appliquée pour la fusion des opérateurs scandinaves Telia et Telenor, qu'elle a autorisée – avec comme conditions l'ouverture de la boucle locale et la vente des réseaux de câbles - mais qui finalement, comme vous le savez, n'a pas abouti en raison de divergences entre les deux entreprises.

**MCI / WorldCom** a été le premier cas d'importance concernant l'Internet traité par la Commission, en étroite coopération avec les autorités américaines. La solution consistant à un retrait du réseau s'est révélée indispensable pour prévenir la création d'une position dominante sur les marchés des services de backbone. Le même problème resurgit maintenant avec l'opération MCI-Worldcom-Sprint, en cours d'examen dans le cadre d'une seconde phase de procédure fusion, encore une fois en collaboration avec les Etats-Unis. .

### **(3) Le contrôle des abus de position dominante**

Le souci pour la Commission d'éviter les abus de position dominante également dans le secteur informatique est évident dans un cas tel que **Microsoft**. Le comportement de Microsoft en ce qui concerne la concurrence, a constitué ces derniers temps un sujet d'actualité aussi bien aux Etats-Unis qu'en Europe. Ainsi qu'annoncé le 9 février dernier par le Commissaire Monti, les services de la Commission ont initié une enquête sur le tout nouveau système d'exploitation de Microsoft : Windows 2000. L'objectif de cette enquête est de vérifier que Microsoft n'utilise pas sa position dominante sur le marché des systèmes d'exploitation pour PC pour l'étendre par des moyens illicites sur des marchés voisins, notamment sur les marchés des systèmes d'exploitation pour serveurs et du commerce électronique. L'ouverture cette l'enquête a été justifiée par des allégations présentées aux services de la Commission tant par les utilisateurs des produits Microsoft que par des concurrents.

Cette récente annonce publique concerne en réalité un des nombreux cas relatifs à Microsoft traités actuellement par la DG Concurrence. La situation particulière de cette entreprise génère en effet de nombreuses plaintes et nécessite une grande vigilance de la part de la Commission. Microsoft a ainsi été contraint de modifier, à plusieurs reprises dans le passé, sa conduite pour se mettre en conformité avec les règles européennes de concurrence. Dans certains cas Microsoft a même réglé son différent avec le plaignant afin d'éviter qu'une action ne soit mise en œuvre par la Commission.

Le thème des droits de propriété intellectuelle est aussi particulièrement important dans le secteur de technologies de l'information. C'est par exemple le cas sur le marché des consoles de jeux vidéo et sur celui en aval des jeux vidéo compatibles avec ces consoles. Ces marchés ont fait l'objet de plusieurs investigations très importantes de la part de la Commission.

Les sociétés **Nintendo**, **Sega** et **Sony** ont mis en place un système d'octroi de licences, qui garantit l'accès à certains de leurs droits de propriété intellectuelle par des entreprises indépendantes, leur permettant ainsi de développer et d'éditer des jeux compatibles avec leurs consoles. Ce système permet, certes, l'accès au marché des jeux vidéo par les entreprises indépendantes mais peut être également employé pour contrôler les conditions de l'offre ; alors même que Nintendo, Sega et Sony sont eux-mêmes présents sur ces marchés. Après intervention de la Commission, Nintendo a modifié ses accords de licence. Il n'existe plus de limite au nombre de jeux pouvant être commercialisés par un licencié. Il n'y a plus besoin non plus d'un accord préalable de Nintendo pour lancer un nouveau jeu. Enfin, les nouveaux accords n'obligent plus les licenciés à avoir leurs jeux exclusivement produits par Nintendo. De façon similaire, Sega et Sony ont éliminé des conditions comparables de leurs contrats de licence.

Dans l'instruction de ces cas, la DG Concurrence prend en compte les caractéristiques des secteurs en cause de l'informatique et en particulier la très grande rapidité d'évolution des techniques. Ces évolutions nécessitent, de la part des services de la Commission, une vigilance et un suivi accru, ainsi qu'un traitement et une gestion rapide des affaires, tout en respectant la liberté contractuelle des entreprises et leur droit à innover. En agissant de la sorte la Commission veille à ce qu'aucun abus de position dominante ne puisse avoir lieu au détriment des consommateurs européens.

### 3. PERSPECTIVES DU SECTEUR ET NOUVEAUX DEFIS POUR LA POLITIQUE DE CONCURRENCE

(1) **L'évolution du secteur de la société de l'information** sera dans les prochaines années marquée par **plusieurs tendances fondamentales déjà visibles aujourd'hui** :

- la convergence des réseaux et des services qu'ils permettent d'offrir, même si personne ne peut être sûr du rythme du changement et de son contenu technologique précis dans les prochaines années, comme le montre la faillite d'Iridium. Iridium avait créé un réseau mondial de satellites destiné à permettre des liaisons mobiles en tous temps et en tous lieux ; ce projet ambitieux n'a pas réussi à attirer les millions d'abonnés escomptés, notamment en raison du prix des appareils et des communications, mais aussi à cause des possibilités d'itinérance (*roaming*) au niveau mondial maintenant autorisées avec le standard GSM.
- la poursuite de la croissance du réseau Internet et le développement des services qui lui sont liés (commerce électronique, télétravail, etc...),
- sur le plan économique, la poursuite de la restructuration, marquée par les fusions et les alliances tant horizontales (dernier exemple : Vodafone - Mannesmann, symbole de la dynamique des télécommunications en Europe) que verticales (dernier exemple : AOL/Time Warner, symbole de la globalisation et du lien Internet-audiovisuel).

Consciente de ce contexte et de ses enjeux économiques, l'Union européenne s'est fixé comme objectif de faciliter la croissance de la "nouvelle économie" et notamment l'utilisation du réseau Internet. La Commission a ainsi proposé au Conseil européen d'Helsinki en décembre 1999 de soutenir le projet "eEurope", c'est-à-dire d'accélérer l'adoption des technologies numériques dans toute l'Europe et à faire en sorte que tous les Européens possèdent les compétences nécessaires pour les utiliser. Il s'agit là d'un enjeu majeur, sur le plan économique comme sur celui de l'éducation, de la culture et finalement du bien-être social.

(2) Dans ce contexte, **la politique européenne de concurrence a un rôle spécifique à jouer** :

Elle doit d'abord continuer à favoriser la baisse des tarifs des télécommunications et plus généralement des transports de son, d'images et de données. Dans le secteur des télécommunications, outre les efforts à poursuivre rappelés plus haut (sur les lignes louées, les connexions fixe-mobile etc...), le nouvel objectif prioritaire est **l'accès plus facile et moins coûteux des citoyens à l'Internet**. Il passe notamment par un dégroupage de la boucle locale dans de bonnes conditions de concurrence, (c'est-à-dire en

s'assurant que les opérateurs potentiels partent sur un pied d'égalité), et qu'un rééquilibrage tarifaire a été bien réalisé afin de favoriser une consommation plus intensive de services Internet. Certains Etats membres ont commencé à déployer de tels projets. La Commission prendra des initiatives dans les prochaines semaines pour en accélérer la réalisation.

D'une manière plus globale, la Commission a interrogé les différents acteurs concernés lors de la Revue 1999 publiée en novembre dernier sur *un nouveau cadre pour l'infrastructure de communications électroniques et les services associés*. La Commission souhaite un allègement, à terme, du cadre réglementaire, permettant l'application accrue du droit de la concurrence, mais elle ne considère pas que l'on puisse à ce stade se passer de régulation sectorielle : que deviendraient les nouveaux entrants si l'on supprimait la régulation asymétrique imposée aux anciens monopoles ? Malgré les succès que j'ai soulignés, le poids des anciens monopoles est encore prédominant dans ce secteur. Il n'est donc pas question de changer de cheval au milieu du gué, mais nous allons faire un effort de clarification, de transparence et de rénovation. Dans un souci de simplification et de lisibilité pour tous les acteurs, une refonte des directives est prévue, visant à faire passer leur nombre, actuellement de 21, à 6. Ainsi par exemple une seule directive consolidera les 6 directives passées sous l'article 86 du traité (directives services 1990, satellite 1994, câble 1995 et 1999, mobiles 1996, compétition complète 1996).

Notre action devra aussi continuer d'être vigilante à l'égard des risques de constitution de positions dominantes ou d'abus de positions existantes dans les différents marchés de la société de l'information. Nous devons avant tout éviter la constitution de nouveaux monopoles, la création de goulets d'étranglement ou de barrières à l'entrée qui aboutissent à payer des droits de péage indus ainsi qu'à freiner l'innovation. Dans ce contexte, nous devons être vigilants à l'égard des projets d'intégration verticale ou, plus généralement de la possibilité pour une entreprise dominante sur un marché d'utiliser cette position pour en créer une autre dommageable pour la concurrence sur un autre marché en amont ou en aval..

Une des difficultés de cette action est évidemment la rapidité des changements technologiques, qui sont en général pro-concurrentiels mais qui peuvent être monopolisés par quelques acteurs puissants. La définition des marchés, elle-même rendue plus difficile par ce rythme d'évolution, devra donc continuer d'être méticuleuse, ainsi que l'analyse des problèmes de concurrence. Notre coopération exemplaire avec les autorités américaines de concurrence est, à cet égard, un facteur encourageant.

\* \*

\*

## CONCLUSION

Le sentiment est aujourd'hui général que nos sociétés vivent une nouvelle révolution industrielle, caractérisée par l'émergence d'une "nouvelle économie". La politique européenne de concurrence a contribué au dynamisme du secteur de la société de l'information en Europe, dans le cadre de la libéralisation des télécommunications depuis les années 90, ainsi que par une surveillance particulièrement vigilante des fusions, des ententes pouvant être dommageables ainsi que des positions dominantes, afin qu'elles ne soient pas abusives.

Cette politique doit aujourd'hui contribuer à faciliter l'émergence de la nouvelle économie et l'accès de tous à ses réseaux et à ses services, en pesant sur les coûts d'accès, en évitant la constitution de monopoles, de barrières et de goulets d'étranglement, et en favorisant au contraire l'apparition de nouveaux acteurs, de nouvelles technologies et de nouveaux services.

Dans ce nouveau contexte économique et technologique, marqué enfin sur le plan politique par les décisions claires et ambitieuses du Sommet de Lisbonne, les experts de la société de l'information réunis ici à Venise ont un rôle important à jouer : celui de recommander aux décideurs politiques (ainsi qu'aux autorités de régulation et de concurrence) les meilleures options dans la mise en œuvre de leurs orientations fondamentales, en particulier afin de faciliter l'accès à Internet le moins cher possible et le plus ouvert à tous.

---